

TIARET

Quand l'attribution des logements attise la colère

Décidément, l'attribution des logements n'en finit pas de susciter le mécontentement des citoyens dans la wilaya de Tiaret. En effet, la fin de semaine dernière a été marquée par plusieurs mouvements de protestation observés par des groupes de jeunes visiblement furieux après l'affichage des listes des bénéficiaires.

Mercredi dernier, plus d'une centaine de personnes dont des femmes qui se disent natives de Tiaret se sont regroupées aux alentours du siège de la daïra pour contester le recasement des quelques 600 familles basées auparavant à Zaâroura et au centre de transit de Karmane. Selon les mécontents, «la majorité écrasante de ces bénéficiaires sont venus d'ailleurs et n'ont pas la priorité et ce, au détriment des vrais nécessiteux qui attendent depuis des années». «Ce quota destiné au relogement des sinistrés amoindrit nos chances de prétendre à un logement social», crie un citoyen, la quarantaine passée. De son côté, le

secrétaire général de la wilaya devait préciser sur les ondes de la radio locale que ces logements sont inscrits dans le cadre d'un programme spécial destiné à l'éradication des bidonvilles qui prolifèrent à travers plusieurs communes. Les protestataires ont carrément assiégé le siège de la daïra jusqu'à une heure tardive de la soirée de mercredi dernier, en bloquant les rues à l'aide de bennes à ordures mais sans pour autant commettre des délits notables. D'autres se sont fermement cramponnés au grillage ceinturant l'administration, scandant des slogans dénonçant l'injustice et la marginalisation.

«A vous de vérifier les noms que comportent les listes pour s'assurer qu'ils viennent d'autres régions», s'adresse un mécontent aux journalistes. Il faut dire que la présence renforcée des services de sécurité à l'entrée du siège de la daïra a été pour beaucoup dans le maintien de l'ordre.

Les policiers sont même entrés en négociation avec les contestataires pour les raisonner, a-t-on constaté sur place. Le lendemain, ces mêmes mécontents ont poursuivi leur mouvement devant le siège de la wilaya dans



Photo : D.R

l'espoir d'être reçus par le wali. Parallèlement, la localité de Mahdia, 40 km à l'est du chef-lieu de wilaya, a été le théâtre durant les trois derniers jours, d'une vague de protestation contre la distribution des 116 logements sociaux, laquelle n'a pas été sans «déplaire» aux postulants mais aussi aux intrus qui se sont introduits parmi la foule pour tenter de semer le désordre.

Certains s'en sont pris au chef de daïra en encerclant son domicile, alors que d'autres se sont agglutinés devant le commissariat pour exiger le relâchement des leurs arrêtés pour trouble à l'ordre public. L'on apprend aussi que

des jeunes n'ont pas hésité à barrer la route à l'entrée de la ville, contraignant les automobilistes à rebrousser chemin. La situation est revenue à la normale suite à l'intervention des services de sécurité venus en renfort.

Dans le même sillage, la commune de Takhmert, distante de quelque 70 km de Tiaret, n'a pas été épargnée par cette vague de contestation incitant des dizaines de citoyens mécontents à fermer le siège de la mairie et observer un sit-in devant l'entrée principale exigeant l'annulation des 50 logements attribués.

Mourad Benameur

AGENCE DE PLACEMENT POUR L'EMPLOI À ORAN

Le secteur des services en pole position

Le wali d'Oran affirmait, récemment, que pas moins de 22 000 emplois avaient été créés, sans autre forme d'explication sur la nature des emplois et les secteurs d'activité concernés, limitant forcément l'appréciation sur l'impact attendu dans la lutte contre le chômage. Le parallèle possible, pour une analyse pertinente que nous pouvons faire, nous a été donné tout aussi récemment par la clôture d'une année d'activité de l'agence de placement Rétrapide, la première agence de ce type à Oran. Ainsi, dans un communiqué, cette agence affirme avoir placé pas moins de 421 travailleurs pour un total de 463 postes offerts, soit un taux de satisfaction de 90,92%. A noter que les responsables de Rétrapide affirment justement qu'il s'agit-là de postes de permanent et non d'emploi temporaire ou précaire. Ce qui constitue la grande différence avec les emplois créés et évoqués par le wali.

Ce dernier fait référence notamment aux dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle qui ne sont que des emplois temporaires au mieux, et surtout des emplois précaires sous-rémunérés. Pour revenir aux résultats de l'agence de placement, son bilan a pu se faire avec la mise en place d'un portefeuille de 104 entreprises : 10 étrangères et 94 privées nationales. A bien lire le document, l'on apprend encore, et de manière intéressante, que la majorité des emplois pourvus, soit 143, l'ont été dans le secteur des services, ce qui signifie que la croissance et donc l'emploi n'émanent toujours pas du secteur industriel. Le second secteur à avoir eu recours à l'agence pour recruter 117 demandeurs d'emploi est celui du BTPH, boosté par les programmes de logements.

F. M.

Immolé par le feu, un jeune évacué vers le CHU d'Oran

Le jeune qui s'est immolé par le feu la semaine dernière à Zaâroura, un quartier périphérique de Tiaret a été évacué en urgence avant-hier vers le CHU d'Oran suite à la dégradation de son état (brûlures au 3°

degré), apprend-on de sources sûres. Le jeune, âgé de 38 ans, avait tenté de mettre fin à ses jours en aspergeant son corps d'essence avant d'y mettre le feu au moment où les autorités procédaient au reloge-

ment des familles sinistrées dudit quartier. Ce dernier avait agi de la sorte car n'ayant pas bénéficié de cette opération qui a touché dans sa globalité quelque 585 personnes.

M.B.

Mort suspecte d'une vétérinaire

Une jeune femme, âgée de 45 ans, a été trouvée morte vendredi dernier en fin d'après-midi dans son domicile situé à Tiaret, a-t-on appris de sources hospitalières. Le corps de la victime avait été découvert sans vie avec des traces de violence au niveau du cou et de la clavicule, ce qui écarte par conséquent la piste d'une

mort naturelle. Une autopsie devait être effectuée le lendemain sur la dépouille par le médecin légiste de l'hôpital Youssef-Damardji. De son côté, la police judiciaire a ouvert une enquête pour élucider les circonstances réelles de cette mort...

M. B.

MILA

La carte Chifa opérationnelle dès cette année

Le directeur de l'agence de Mila de la Caisse nationale d'assurance sociale, le D' Acheuk Youcef Chawki, a présenté, devant le conseil de wilaya élargi, une communication sur les réformes entreprises, depuis quelques années, par cet important organisme public qui représente la véritable colonne vertébrale de la solidarité nationale.

Le D' Acheuk a brossé une rétrospective qui a tenu en haleine toute l'assistance, y compris le wali de Mila. Ainsi donc, notre système «très généreux» de Sécurité sociale couvre près de 80% de la population (travailleurs salariés, non salariés, catégories particulières, travailleurs assimilés à des travailleurs salariés, personnes n'exerçant aucune activité professionnelle, travailleurs exerçant des activités particulières, bénéficiaires des dispositifs d'insertion professionnelle, ainsi que tous les ayants-droit), et permet le remboursement de près de 4 000 marques de médicaments contre 2 000 seulement en Angleterre. Il puise ses financements des cotisations des assurés sociaux et, depuis quelques temps, de ressources dites additionnelles issues de la fiscalité. L'agence de Mila enregistre 211 052 assurés sociaux et 384 929 ayants droit, 25 019 retraités

(94 073 ayants droit), 107 662 bénéficiaires du tiers payant, 165 milliards de centimes/an de dépenses en médicaments, 800 000 ordonnances/an traitées et 227 pharmacies conventionnées. Depuis quelques années, la Cnas a initié d'importantes réformes d'assurance-maladie, nous citerons : le système Chifa, le tiers payant, la nouvelle convention des pharmaciens, la contractualisation, le conventionnement des centres de dialyse, le conventionnement du transport sanitaire, le conventionnement des cliniques privées, le tarif de référence, les centres d'imagerie et enfin le dispositif du médecin traitant. Ces réformes qui s'appuient sur les technologies de l'informati1st opérationnelle, pour le moment uniquement pour les bénéficiaires du tiers payant et les retraités (accès aux médicaments), va être généralisée à Mila, au deuxième

semestre de cette année, à toutes les catégories des titulaires de cette carte, avec le lancement du dispositif du médecin traitant. Un dispositif (au choix) qui présente plusieurs avantages dont un accès plus facile aux soins, des soins hiérarchisés avec présence d'un dossier médical de suivi du malade, comme il dispense le patient du paiement de la consultation et des actes intégrés par avenant, et évite les dépenses inutiles. Pour faire adhérer le maximum de médecins dont les prestations de référence sont de l'ordre de 250 à 375 DA pour le médecin généraliste et de 400 à 600 DA pour le spécialiste, la Cnas s'engage à majorer de 20% le montant de base en cas de prescription intégrale de médicaments génériques au tarif de référence et de 50% en cas de prescription intégrale de médicaments fabriqués en Algérie.

Pour le représentant de la Cnas, «l'adhésion à la convention par les médecins, en plus des avantages qu'elle leur procure, est un acte de citoyenneté, dans l'intérêt des populations les plus fragilisées». L'appel est donc lancé.

A. M'haimoud

JIJEL

La cité des 20-Logements à Andrew sans gaz

Inaugurée en grande pompe par le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Noureddine Moussa, il y a de cela trois ans, la cité des 20-Logements, située dans la localité de Bordj Blida, ex-ferme d'Andrew relevant de la commune d'El-Aouana, demeure sans gaz de ville. Cela pénalise fortement les habitants de la cité qui ont payé rubis sur l'ongle leur logement.

A ce sujet, des habitants nous ont affirmé que leurs démarches auprès des services concernés, à savoir le maître de l'ouvrage l'OP-GI et la Sonelgaz sont restées vaines. Une situation qui doit interpellier les autorités locales. D'autre part, des locaux déplurent l'octroi d'une autorisation «douteuse» à un opérateur pour installer un manège dans un parking situé à proximité de leur cité, en dépit des réserves des services du Parc national de Taza.

Un quartier sans eau depuis une semaine à Chekfa

Les habitants du quartier de Benamerouche, relevant de la commune de Chekfa, sont confrontés à un certain nombre de problèmes ayant trait à leur vécu quotidien. Ainsi, les robinets sont à sec depuis plus d'une semaine. Une situation qui pénalise lourdement la population de ce quartier en ce temps de grandes chaleurs.

A ce sujet, un habitant du quartier, fonctionnaire de son état, nous a affirmé qu'il était contraint d'acheter des bouteilles d'eau minérale pour boire et se laver.

Les habitants de ce quartier déplurent par ailleurs la défectuosité de l'éclairage public, ce qui fait que Benamerouche est plongé dans le noir dès la tombée de la nuit, créant du coup un climat d'insécurité et de stress.

Il convient de signaler que l'éclairage public a été réalisé il y a une année seulement.

Face à ce calvaire, les habitants interpellent les services concernés afin de prendre les dispositions nécessaires en toute urgence.

B. Inès